


LE NOUVEL ORDRE FASCISTE EN MÉDITERRANÉE,1940-1943 : PRÉSUPPOSÉS IDÉOLOGIQUES, VISIONS ET VELLÉITÉS

David Rodogno

Belin | « Revue d'histoire moderne & contemporaine »

2008/3 n° 55-3 | pages 138 à 156

ISSN 0048-8003
ISBN 9782701147840
DOI 10.3917/rhmc.553.0138



Le nouvel ordre fasciste en Méditerranée, 1940-1943 : présupposés idéologiques, visions et velléités

David RODOGNO

L'histoire des annexions et des occupations militaires italiennes pendant la Deuxième Guerre mondiale est celle d'un échec considérable du régime fasciste sur le plan militaire, politique, social et économique. Cette histoire vit la mort et causa le déplacement et la misère de dizaines de milliers de civils, la dévastation de régions entières en Grèce, Macédoine, Albanie, Monténégro, Bosnie, Herzégovine, Croatie, Slovénie et France métropolitaine sous la responsabilité de l'Italie et du fascisme. Cette histoire affecta également le destin de milliers de soldats et fonctionnaires civils italiens.

L'échec des ambitions de conquête et de domination du fascisme en Europe et le caractère largement inachevé de l'organisation d'un espace vital – terme adapté de l'allemand *Lebensraum* – ressortit à plusieurs types d'explications : l'évolution du conflit et la sortie de scène de l'Italie, le 8 septembre 1943 ; l'influence directe et indirecte de l'Allemagne et la subordination de l'Italie à l'égard de son allié sur le plan économique, militaire, diplomatique et idéologique ; la faiblesse et la difficile adaptation de l'appareil militaire et politique d'occupation ; l'absence de préparation des fonctionnaires civils et militaires pour affronter des situations imprévues et enfin l'improvisation face à des situations inédites (comme par exemple la réponse aux mouvements de Résistance dans les territoires occupés).

Cependant, il est utile de considérer les projets du fascisme et de concevoir la façon dont le régime se projetait dans un futur qu'il imaginait plausible et réalisable. Les ambitions de domination impériale et les politiques d'occupation du fascisme doivent être étudiées pour trois séries de raisons. D'abord, l'Italie fasciste occupa de vastes territoires dans l'Europe méditerranéenne, de façon brutale et violente quoique relativement éphémère ; d'autre part, guerre et expansion territoriale furent les axes portants du projet révolutionnaire et totalitaire fasciste qui aurait dû être réalisé à l'intérieur et à l'extérieur de la péninsule et qui aurait conduit l'homme nouveau fasciste à dominer et à prospérer dans l'espace vital conquis. Un espace vital principalement méditerranéen, dans sa phase initiale d'expansion. Enfin, l'examen de tels projets révèle

le dessein du fascisme et ses orientations à venir s'il avait eu la possibilité de les mettre en œuvre, ainsi que la distance entre l'idée de domination et la réalité des occupations, comme la portée de leur échec.

Explorer les finalités du nouvel ordre fasciste en Europe ne présuppose pas le postulat de l'existence d'une vision cohérente et organique préalable. Le régime ne proposa jamais un plan unique et détaillé de domination méditerranéenne. Entre 1938 et 1941, plans et projets plus ou moins élaborés, souvent ambigus et contradictoires, imaginés en même temps mais en parallèle par des économistes, des intellectuels, des commis d'État et des hiérarques du régime, se multiplièrent. Ceux-ci ne s'arrêtaient pas tant sur les conditions de conquête de l'espace vital, c'est-à-dire sur la guerre future, dont l'issue favorable, s'illusionnaient-ils, ne faisait aucun doute. Conscients, peut-être en partie, des difficultés inhérentes à la conquête militaire, les auteurs de ces projets préférèrent se projeter dans un avenir radieux dans lequel le régime fasciste, sans aides et interférences extérieures, autrement dit sans l'ingérence de l'Allemagne nazie, aurait vaincu la guerre, dominé la Méditerranée et imposé son ordre nouveau. Dans de tels projets, que Benito Mussolini et le régime laissaient se diffuser sans trop s'en mêler et sans les censurer, aussi bien les ennemis de l'Italie fasciste que l'allié national-socialiste étaient peu présents voire totalement absents[1].

Dans les projets fascistes, les occupations territoriales en Europe eurent une place centrale et distincte des colonies africaines. Le but des occupations européennes ne fut pas seulement militaire. Celles-ci ne prendraient pas fin avec un éventuel traité de paix et encore moins avec la fin du conflit. Les territoires européens conquis seraient totalement assimilés dans la nation dominante, à travers le déplacement et ce que l'on appellerait, de nos jours, le nettoyage ethnique des populations autochtones, ou ils deviendraient des satellites de Rome. Dans les deux cas, avec des modalités différentes, le dominateur aurait imposé sur le territoire et sur les sociétés dominées son propre système politique, social, culturel et économique. Les satellites européens de l'Empire fasciste auraient été organisés selon le principe de l'unicité ethnique de la nation : dans le discours à la Chambre des Faisceaux, le 10 juin 1941, Mussolini avait répété que race, nation et État devaient coïncider pour l'équilibre des peuples, selon le slogan : « un seul peuple pour une seule nation ».

1. A. BARENDSON, « L'economia della Grecia », *Economia Italiana*, XXVI, juin 1941, p. 305-311 ; Mario GIANTURCO, *Lineamenti della Nuova Europa*, Milan, Fratelli Bocca, 1941 ; Corrado GINI, « Autarchia e complessi economici supernazionali », *Rivista di Politica Economica*, XXXII, 2, 1942, p. 77-97 ; M. LA TORRE, « Il compito direttivo dell'Italia imperiale », *Economia Italiana*, t. XXV, octobre 1940, p. 580-585 ; M. LA TORRE, « Ingrandimento dello Stato italiano e del suo spazio vitale », *Economia Italiana*, XXVI, juin 1941, p. 283-290 ; Lodovico MAGUGLIANI, « Impostazione geopolitica del Bacino Mediterraneo », *Geopolitica*, IV-8/9, 1942, p. 374-382 ; Lauro MAINARDI, *Nazionalità e Spazi Vitali*, Rome, Cremonese, 1941 ; G. QUARTARA, *La futura pace*, Milan, Fratelli Bocca, 1942 ; Renzo SERTOLI SALIS, *Impero e Colonizzazioni*, Milan, Ispi, 1941 ; Bruno SPAMPANATO, *Perché questa guerra*, Rome, Politica Nuova, 1942 ; G. TAMAGNINI, « Lo "Spazio Vitale" nell'organizzazione del Nuovo Ordine », *La Rassegna Italiana*, LVI, 1941, p. 157-162.

Le système de gouvernement et les institutions imposés par les fascistes aux satellites étaient la conséquence « logique » du niveau de civilisation et du rang racial attribué par le dominateur au dominé. La « communauté impériale », selon Giuseppe Bottai, hiérarque et intellectuel du régime, aurait représenté l'organisation future de la civilisation occidentale fondée sur des formules élastiques de gouvernement, adaptées au niveau de civilisation des peuples de l'Empire. « Les formes d'association, les méthodes de collaboration, les institutions et les lois pourront changer mais le principe est désormais manifeste »[2]. Certains satellites se seraient associés à un niveau de parité laissant à l'État promoteur le rôle de représentation et de direction du consortium. D'autres satellites se seraient rapprochés sur le plan économique ou politique par des pactes d'amitié. D'autres territoires et régions seraient devenus une partie à part entière du corps politique de l'État guide et, en même temps, l'Empire aurait élargi ses colonies en Afrique et en Asie, aux dépens de la Grande-Bretagne et de la France[3].

Un empire pour l'homme nouveau fasciste

En 1984, MacGregor Knox publia dans le *Journal of Modern History* un brillant article dans lequel il comparaît le rôle central de la conquête extérieure et intérieure dans les deux régimes fascistes, en soutenant qu'il s'agit d'un élément commun aux régimes fasciste et nazi, un aspect majeur de la parenté – non de l'identité – des deux idéologies[4]. L'examen du projet d'ensemble et des finalités des politiques d'occupation du fascisme ne saurait faire abstraction du contexte intérieur et du projet totalitaire de transformation de la société italienne.

La révolution de 1922 devait permettre la création d'une « nouvelle civilisation », la civilisation fasciste. Mussolini, a écrit Emilio Gentile, était sûr d'avoir le don de comprendre son siècle. Il pensait être au seuil d'un changement d'époque, convaincu que le destin offrait au peuple italien l'occasion, une fois encore, de montrer ses talents. Après une éclipse de siècles de décadence, les Italiens, pensait le Duce, auraient l'occasion de créer une nouvelle civilisation. Mais ce défi pouvait être vaincu seulement avec la foi dans la religion fasciste et avec la totale soumission au Duce qui modelait le caractère des Italiens pour créer une race de dominateurs et de conquérants[5]. Révolution italienne, pour le fascisme, signifiait raffermir le culte de la nation et régénérer le peuple pour le transformer en une communauté unie et forte, capable

2. Giuseppe Bottai, « Contributi dell'Italia al Nuovo Ordine », *Studi di Civiltà Fascista*, VI-3, 1941, p. 1-24.
3. B. Spampanato, *op. cit.*, p. 200.
4. MacGregor Knox, « Conquest, foreign and domestic, in fascist Italy and nazi Germany », *Journal of Modern History*, 56-1, mars 1984, p. 1-57. Plus récemment M. Knox est revenu sur cette question dans *Common Destinity : Dictatorship, Foreign Policy and War in Fascist Italy and Nazi Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
5. Emile Gentile, *Il Culto del Littorio*, Bari, Laterza, 1993, p. 153-154 et 180-195.

d'affronter le défi du monde moderne, conquérir un nouveau primat, avoir une mission de civilisation pour restaurer, dans les temps modernes, l'esprit et la grandeur de la romanité[6]. Ainsi, la référence du régime au mythe de la Rome impériale et à la romanité devait donner aux Italiens la « fierté » nécessaire pour dépasser les complexes d'infériorité par rapport aux autres peuples, principalement les Britanniques et les Français, souligner les différences entre l'Italie et les « civilisations grossièrement nationalistes », comme les Allemands, et montrer l'exemple d'un peuple en plein essor. Le mythe historique constituait le ciment des différentes cultures nationales et contribuait à donner à la masse une conscience nationale-fasciste. Mussolini accéléra le processus de création de cette « nouvelle civilisation » après la guerre d'Éthiopie (1935-1936). Celle-ci offrit un nouveau laboratoire pour les projets d'ingénierie sociale du fascisme ; elle fut considérée comme le moteur de rénovation des Italiens, l'acmé du mythe fasciste de régénération nationale et comme le creuset d'une nouvelle civilisation qui aurait porté l'Italie à une position de leadership en Europe[7]. La guerre coloniale aurait du générer un « nouveau type d'humanité » adapté à la conquête et à la domination.

Comme Paul Corner l'a expliqué, le fascisme, un régime fondé sur la violence et son contrôle visait aussi à éduquer les Italiens à accepter la vision fasciste de la communauté nationale, avec ses inclus et ses exclus[8]. Les Italiens devaient devenir plus brutaux et guerriers et plus hostiles vis-à-vis des étrangers : l'expérience coloniale dans son ensemble et la promulgation de la législation raciale servaient aussi à ce but. La politique raciale, outre sa dimension coloniale connut une dimension métropolitaine antisémite et anti-slave, s'inscrivant dans ce même effort de créer une conscience raciste chez les Italiens qui éviterait « croisements et abâtardissements » dans le processus d'expansion impériale. Le racisme, selon Ruth Ben-Ghiat, représenta l'initiative la plus radicale du projet fasciste de transformation des Italiens sur la voie de la régénération de la nation[9]. La « race italienne », grâce au fascisme, devait être prête pour le rendez-vous avec l'histoire, forte numériquement et mentalement, prête à bouleverser les rapports de puissance avec les autres nations européennes et avec les États-Unis.

Le tournant totalitaire des années 1930 se fondait sur la conviction du Duce que les rapports entre les nations étaient sur le point de changer profondément, et que non seulement le régime devait s'inscrire dans la durée, mais qu'il devait anticiper les cinquante années à venir en créant l'homme nouveau.

6. *Ibidem*, p. 44.
7. Ruth BEN-GHIAT, *La cultura fascista*, Bologne, Il Mulino, 2000, p. 207 ; M. KNOX, *Common Destiny*, *op. cit.*, p. 62 ; Pierre MILZA, Marie-Anne MATARD-BONUCCI (éd.), *L'homme nouveau entre dictature et totalitarisme (1922-1945)*, Paris Fayard, 2004 ; Alexander DE GRAND, « Mussolini's follies : Fascism in its imperial and racial phase, 1935-1940 », *Contemporary European History*, 13-2, 2004, p. 127-47.
8. Paul CORNER, « Italian fascism : Whatever happened to dictatorship ? », *Journal of Modern History*, 74-3, 2002, p. 325-357.
9. R. BEN-GHIAT, *La cultura fascista*, *op. cit.*, p. 245-246 ; M.-A. MATARD-BONUCCI, *L'Italie fasciste et la persécution des juifs*, Paris, Perrin, 2007.

La doctrine fasciste affirmait que les peuples étaient soumis aux « lois de la nature », aux lois originelles de tous les êtres humains en lutte entre eux pour la survie et l'expansion[10]. La fatalité fut un élément structurel de l'idéologie fasciste, comme le déterminisme. Les théoriciens fascistes crurent apercevoir dans un mouvement apparemment chaotique des peuples, dans leurs transformations et leurs oppositions, dans les changements et les tensions, une évolution lente mais constante et claire qui aurait conduit les ensembles ethniques « supérieurs par la race et la civilisation à une expansion incessante »[11]. La pulsion vers la conquête de l'espace vital était le fait de quelques rares nations élues et la conséquence de leur expansion démographique, de la pression de certaines circonstances géophysiques, ethniques, historiques, raciales et culturelles et de certaines valeurs spirituelles. L'histoire, pensaient les auteurs fascistes, progressait vers l'organisation des sociétés humaines en grandes collectivités géopolitiques vivant dans de grands espaces[12]. L'achèvement de la révolution interne aurait conduit inéluctablement, fatalement, l'Italie fasciste à la guerre et à l'expansion territoriale[13]. Bien évidemment, le régime fasciste se considérait à un stade de civilisation et de développement plus avancé que celui des autres peuples. Ce postulat, et l'idée pseudo scientifique de la supériorité raciale italienne furent les piliers du « droit naturel à l'expansion », du droit à posséder un Empire et du « devoir moral de civilisation » fasciste de transmettre aux populations dominées ses propres valeurs.

L'expansion territoriale trouva son fondement politique, philosophique et moral dans une vision spenglérienne et darwiniste des relations internationales, dans une interprétation erronée du « *Primato morale et civile degli italiani* » de Vincenzo Gioberti et de la mission civilisatrice de Giuseppe Mazzini. L'Italie fasciste – comme l'Allemagne nazie – était une « grande nation », éprouvant cette pulsion vers la conquête et l'expansion territoriale et, pour ainsi dire, la méritait. En tant que centre propulseur et organisateur d'un empire il incombait à l'Italie fasciste le devoir de protéger et de garantir le développement intérieur de ses « clients », au sens romain du terme. Dans l'idéologie fasciste, le but de l'expansion était de civiliser les peuples vaincus et d'exporter la révolution dans les pays conquis, d'im-

10. Ezio Maria GRAY, *Dopo vent'anni. Il Fascismo e l'Europa*, Rome, Pnf, 1943, p. 21.

11. F. PICCOLI, « La Nazione e l'Ordine Nuovo », *Gerarchia*, XXI-7, juillet 1942 ; M. GIANTURCO, *Lineamenti…*, *op. cit.* p. 97 : « La vie est mouvement […] d'où la déduction que la vie des peuples, comme la vie, répond à la loi naturelle de la dilatation, de la propagation et de l'expansion », cit. H. HUNKE, in *Die deutsche Volkswirtschaft*, n° 16, 1940. « L'histoire naturelle entendue comme processus ininterrompu de l'organisation, progressivement élaborée » explique pourquoi les États tendent vers l'agrégation de grands ensembles supranationaux. La hiérarchie, "inhérente au développement historique de l'humanité", ne représente pas "une forme d'esclavage insidieux international" […] mais se fonde sur le travail et a comme corollaire naturel l'existence d'espaces vitaux ».

12. Giuseppe SELVI, « Le basi dell'Ordine Nuovo », *Gerarchia*, XXI-4, 1942, p. 162 ; *idem*, *Nuova Civiltà per la Nuova Europe*, Rome, Unione Editoriale d'Italia, 1942 ; Domenico SOPRANO, *Spazio Vitale*, Milan, Corbaccio, p. 8.

13. G. BOTTAI, art. cit., p. 1. Bottai expliquait que la guerre et la révolution étaient indissolublement liées. Il affirmait rêver de la légende d'un peuple italien qui, une fois gagnées la guerre et sa révolution, saurait propager dans le monde des principes révolutionnaires avec une nouvelle guerre.

poser les critères moraux, le droit, la *virtus*, la *vis* et la *libertas* ainsi que la prééminence de la race italienne. Les valeurs du fascisme, sublimées par les Italiens, auraient été transmises dans les territoires dominés par l'homme nouveau, « gardien et dépositaire d'une civilisation supérieure », ayant « dans le sang le rare privilège de comprendre sans effort, avec naturel, une conception universelle de la vie fondée sur la justice et l'équité ». Comme les anciens Romains, écrivait Bottai dans *Contributi dell'Italia al Nuovo Ordine*, les « nouveaux Italiens auraient illuminé le monde avec l'art, éduqué avec sagesse, donné aux nouveaux territoires une solide structure avec leur technique et connaissance de l'administration, avec la stimulation et l'organisation des échanges ». Cette vision de la « mission civilisatrice » de la race italienne dans les territoires annexés et occupés entre 1941 et 1943, fut surtout synonyme de la violence consubstantielle à l'idéologie fasciste.

L'organisation du nouvel ordre européen et le *limes* de l'Empire

Dans ce cadre idéal et imaginaire, dessiné ici seulement à gros traits, le régime pensait pouvoir se libérer du compromis autoritaire avec les élites traditionnelles italiennes dans lequel la monarchie avait un poids important[14]. L'ambition de Mussolini ne fut pas d'être simplement un dictateur mais de devenir, par la guerre et sa violence intrinsèque, un empereur (et un pape) ce qui aurait impliqué, sur le plan interne, la disparition de la monarchie ainsi que de l'Église catholique, de l'armée royale, remplacée par une armée véritablement fasciste, et la soumission complète du grand capital au régime. L'empire rêvé des fascistes était centralisé et il était conçu avec un empereur à sa tête, qu'il en ait le titre ou non. La civilisation fasciste aurait organisé l'espace conquis (le terme nouvel ordre est utilisé précisément pour indiquer l'organisation politique de l'espace conquis). Mussolini était le centre, la clef de voûte du système impérial. Il aurait gouverné en déléguant ses pouvoirs à des gouverneurs, des satrapes ou des préfets qui auraient dirigé les provinces ou départements impériaux au nom du Duce. La soumission des populations conquises se ferait par le maintien de l'hégémonie militaire, de la symbolique fasciste du pouvoir impérial, à travers l'armature politique et fiscale et l'imposition du droit du conquérant.

L'Empire ne serait pas une confédération d'États souverains, car Rome s'arrogerait le droit de réguler la vie des associés. Le processus d'agrégation ne conduirait pas aux États-Unis d'Europe car l'Europe était constituée de « races trop nombreuses et trop différentes », ni à la République de Platon ou à la Cité du Soleil de Campanella. En revanche, les États européens englobés dans la « communauté impériale » fasciste seraient dépouillés de leur souveraineté, deviendraient, dans le meilleur des cas, des entités autonomes soumises à la

14. Philippe BURRIN, « Politique et société : les structures du pouvoir dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie », *Annales ESC*, 43-3, mai-juin 1988, p. 615-637 (repris dans Marc FERRO (éd.), *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle,* Paris, Pluriel-Hachette, 1999, p. 45-68).

Nation-guide. La vision fasciste d'empire manqua d'originalité et même si elle était obsessionnellement conditionnée par la référence à la Rome antique, suggestion permanente et thème de propagande, les auteurs et ministres fascistes préférèrent à la Rome impériale le modèle inavouable et inavoué des empires coloniaux britannique et français. L'idée de constituer un Empire en Europe n'était certes pas nouvelle et elle avait des points en commun avec l'empire napoléonien[15]. Par exemple, dans les textes scientifiques d'auteurs italiens comme dans les *memoranda* et documents divers de l'*establishment* civil et militaire fasciste, émerge nettement un esprit missionnaire et la certitude de détenir la « Vérité ». La volonté d'imposer son hégémonie et son système de valeurs repose sur l'assurance de « sauver » les populations dominées sans leur laisser d'autre solution que de se soumettre à la suprématie du « libérateur »[16]. Un exemple révélateur de ce que le fascisme fut redevable intellectuellement aux modèles d'empire britannique fut la référence de la littérature fasciste à l'ensemble des territoires conquis comme aux territoires de la « communauté impériale ». Il s'agissait de la traduction de l'anglais *commonwealth*. Du modèle français le fascisme importa les termes « mise en valeur » et « valorisation » les traduisant par « valorizzazione », vocable présent tant dans les textes de l'économie coloniale que dans ceux qui concernent le développement économique de l'Albanie.

La propagande fasciste insista de manière récurrente sur la paix fasciste en s'inspirant probablement du thème de la *pax romana*. Le nouvel ordre fasciste aurait permis ce que l'autodétermination wilsonienne n'avait pas réussi à imposer : la paix en Europe, la coordination de l'activité économique et une juste division du travail. Les sujets du nouveau droit international seraient de grands espaces géopolitiques, les Empires et non plus les simples États. Dans le nouvel ordre, le principe de l'autodétermination des peuples et de la souveraineté nationale serait aboli et les relations internationales deviendraient une arène supranationale dans laquelle seules quelques nations/Empires seraient admises. La disparition des petits États, intégrés dans les nouveaux Empires, aurait sensiblement réduit le nombre des armées indépendantes, permis de contrôler l'évolution économique et démographique et favorisé le développement économique, la prospérité et la paix[17]. Les différentes nationalités seraient « intégrées » (euphémisme qui signifiait en réalité soumission violente) suivant le principe de « l'organisation impériale romaine et fasciste, laquelle n'entend pas nier mais sauvegarder les autres entités ethniques et culturelles en intégrant, de la sorte, l'expérience mazzinienne »[18]. Rome aurait pensé *sub specie universalis*, transformant

15. Jean TULARD (éd.), « Introduction », *Les empires occidentaux de Rome à Berlin*, Paris, PUF, 1997.
16. Le thème de la libération fut présent, par exemple, dans les directives concernant les troupes italiennes sur le front balkanique. Les officiers devaient convaincre aussi bien les soldats que les populations civiles du rôle libérateur du fascisme, lequel aurait offert la paix et « libéré » les nations européennes de la décadence de la démocratie, du capitalisme et du communisme.
17. D. SOPRANO, *Spazio Vitale*, *op. cit.*, p. 60 ; Francesco ORESTANO, « Nuovo Ordine Europeo », *Gerarchia*, XXI-1, 1942, p. 1-9.

un rapport de subordination hiérarchique en un système de responsabilité solidaire[19]. Au sein de l'espace vital, l'universalité était entendue comme le rapport entre des éléments divers et un élément commun et supérieur, auquel les premiers pouvaient être ramenés spontanément sans être supprimés. Rome aurait exercé son *imperium* en despote éclairé, « avec des méthodes adaptées au niveau de civilisation des peuples conquis »[20], en tenant fermement les rênes du pouvoir, « un tel consortium étant inconcevable sans chef »[21].

Les frontières de l'espace vital européen devaient être celles de la Méditerranée, en tant qu'ensemble de territoires englobant la péninsule ibérique, la France, la Suisse, la péninsule balkanique et la Turquie. Au-delà de l'espace européen, le fascisme aurait consolidé son expansion coloniale en Afrique et en Asie. À l'intérieur de l'espace vital une frontière devait être créée – franchissable d'un côté et inviolable de l'autre, du côté des dominés, – entre l'espace uniquement réservé au « noyau civilisateur », soit la race fasciste et les autres. Concernant l'extension géographique de l'espace uniquement italien, les textes d'intellectuels, d'universitaires, de hauts fonctionnaires et de hiérarques furent, comme on l'a dit, contradictoires. Pour certains, celui-ci devait inclure les Alpes maritimes, toute la Savoie, la Corse et les Baléares, Malte, les îles Ioniennes, l'Acarnanie, l'Épire, la Bosnie et l'Herzégovine, la Slovénie, le littoral dalmate, le Tessin et le Canton de Vaud et du Valais. Pour d'autres, les provinces italiennes coïncidaient avec les revendications classiques du nationalisme italien : littoral dalmate, îles ioniennes, Nice et le Tessin. Au-delà de ces frontières, les auteurs s'accordaient pour délimiter une frange de territoires comprenant toute l'Europe méditerranéenne occidentale et la péninsule balkanique, incluant la Hongrie au nord et la Turquie au Sud[22]. Les fascistes admettaient qu'au-delà de leur espace vital s'étendrait celui des nazis en Europe continentale ; le destin de la France et de la Grande-Bretagne était scellée car ces nations « décadentes » seraient tôt ou tard écrasées militairement, spirituellement et économiquement par les empires de Rome et de Berlin.

Le nouvel ordre économique

Les projets élaborés par les économistes fascistes d'un *novus ordus oeconomicus* firent preuve d'un peu moins d'irréalisme, ne serait-ce que parce qu'ils durent prendre en compte l'interaction avec l'encombrante présence de

18. *Critica Fascista*, XIX-17, 1er juillet 1941.
19. Camillo Pellizzi, « Italia e Germania – Problemi del nuovo ordine », *Civiltà Fascista*, n° 1-2, novembre-décembre 1941, p. 31-32, et n° 4, février 1942, p. 228-235 ; Mario Baratelli, « *Unità romana nel Mediterraneo* », *Gerarchia*, XX-7, juillet 1941, p. 357-363 ; Paul Schimdt (éd.), *Rivoluzione nel Mediterraneo*, Milan, Ispi, 1942, p. 117.
20. G. Bottai, art. cit., p. 11.
21. B. Spampanato, *Perché questa guerra*, *op. cit.*, p. 199.
22. Davide Rodogno, *Il Nuovo Ordine Mediterraneo. Le politiche d'occupazione dell'Italia Fascista in Europe 1940-1943*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.

l'économie allemande. Ainsi, on parlait de deux sphères impériales et économiques distinctes en Europe, l'une allemande et l'autre italienne. Il est intéressant de noter que les économistes fascistes distinguèrent clairement le rôle économique des territoires européens qui auraient fait partie de la « communauté impériale » de celui des colonies. Les premiers rentraient dans la sphère de l'espace vital en matière d'intégration économique, les secondes avaient les caractéristiques de l'espace vital démographique ; donc de manière cohérente avec le postulat « un seul peuple pour une seule nation » il n'y aurait pas d'émigration d'Italiens dans les territoires européens de la « communauté impériale » ni, vice versa, d'émigration d'Européens en Italie ; en revanche, curieusement, les Italiens auraient continué à émigrer dans les colonies africaines et asiatiques. En Europe, les empires fondés autour de Rome et de Berlin auraient obtenu ce que le libéralisme et le socialisme n'avaient pas su construire : la liberté contrôlée des marchés, la fin de tout conflit économique, la collaboration sur le terrain politique et économique[23]. Ces économistes présentaient la guerre et le nouvel ordre fasciste comme « libération de l'Europe, croisade contre les monopoles et les cartels internationaux des ploutocraties occidentales, moyen nécessaire pour imposer ordre économique, justice et paix entre les nations et un progrès social solidaire »[24]. La disparition du système économique de Versailles, du libéralisme et de la corruption intrinsèque au capitalisme aurait éliminé les causes du déséquilibre économique entre les nations, la dichotomie entre les peuples riches, qui ne réussissaient pas à valoriser toutes les terres et ressources naturelles qu'ils possédaient et les pauvres, contraints à faire émigrer leurs travailleurs pour enrichir d'autres continents. Le nouvel ordre économique aurait promu un système d'« économie nationale contrôlée », fondé sur l'éthique de la solidarité entre les diverses économies nationales, sans spéculations sur l'argent ou l'or, articulé sur les capacités de chacun de donner et produire. Ainsi aurait été établie « la vraie démocratie » fondée sur la hiérarchie des besoins et les attitudes des peuples. À la domination des minorités se serait substituée celle des majorités, fondée sur le nombre et la capacité productive. L'agrégation guidée par les « grandes » nations aurait généré une nouvelle forme de régionalisme économique européen[25]. Les critères selon lesquels une nation donnée aurait eu le droit d'être le « noyau central » organisateur d'une communauté économique étaient : une démographie en expansion (ce qui excluait des nations comme la France), la capacité d'organisation économique, avec des infrastructures et des moyens attractifs et performants (dont les fascistes pensaient disposer)[26]. La création d'un rapport de dépendance économique des ex-petits

23. Virgilio GAYDA, *Profili della Nuova Europa, l'Economia di domani*, Rome, Edizioni del Giornale d'Italia, Rome, 1941, 3e édition, p. 64. C. Curcio, « La Rivoluzione europea », *Economia Italiana*, XXV, août-septembre 1940, p. 515-518.
24. V. GAYDA, *Profili della Nuova Europa, op. cit.*, p. 21.
25. *Ibidem*, p. 39.
26. *Ibidem*, p. 67.

États, désormais entités autonomes, à l'égard de l'État organisateur impliquait pour les premiers de retrouver «la place que la nature, la géographie et l'histoire» leur avait assigné[27].

La participation d'un État à une communauté économique et impériale plutôt qu'à une autre serait déterminée par la contiguïté géographique, la convergence des traditions et des orientations nationales et économiques, des systèmes de communication, par le caractère de complémentarité des économies nationales et par l'utilité de l'association. Les communautés devaient être délimitées en zones équivalentes par l'ampleur et la richesse. L'État-guide de la communauté aurait eu des fonctions de direction, d'organisation et de redistribution, et assuré approvisionnements et débouchés pour les différents marchés. Selon certains théoriciens, le nouvel ordre économique aurait transféré, à l'échelle communautaire, les principes autarciques du régime, réservant à la nation-guide le rôle de coordination et de direction impériale de l'économie[28]. Chaque communauté impériale aurait développé son économie avec ses propres productions et ses propres échanges inter communautaires, renforcés par l'institution d'un système de tarifs douaniers préférentiels (semblable à la préférence impériale ou au *Zollverein*) et d'accords économiques de longue durée. Les rapports économiques entre les diverses entités nationales seraient réglés par l'État-guide, lequel, en établissant une hiérarchie entre les associés, aurait mis en œuvre un programme de répartition et d'harmonisation des objectifs et des intérêts, valorisé l'économie productive et commerciale avec des caractères autarciques dans sa propre sphère, sans toutefois s'isoler complètement des autres communautés européennes[29]. Interférences, ingérences ou même la présence d'autres acteurs économiques n'étaient pas envisagées: autrement dit, l'Allemagne n'était pas *persona grata* dans l'espace économique méditerranén.

L'approvisionnement en matières premières, si celles-ci faisaient défaut, serait possible grâce au régime de compensation des échanges ou *clearing*, géré uniquement par le centre organisateur. Les exportations et les importations entre les collectivités seraient intervenues de manière unitaire et moyennant un plan d'échanges globalement équilibré. Le *clearing* devait réguler les rapports commerciaux entre communautés et il y aurait eu autant de *clearing* que de communautés. Une organisation financière internationale devait faire office de chambre de compensation, représentant les communautés et non les simples États à travers un *clearing* multilatéral, en équilibrant «facilement» débits et crédits. Pour qu'un tel système fût praticable, il était nécessaire de déterminer un taux de change fixe entre les monnaies des États organisateurs. Ainsi, seules quelques monnaies

27. Jacopo MAZZEI, «La chiusura economica delle grandi unità statali e la subordinazione economica degli Stati minori, premesse alla guerra attuale», *Economia Fascista*, III, 1942, n° 9, p. 6-15 et n° 10, p. 10-15.
28. Giuseppe VOLPI DI MISURATA, «L'economia di domani», *Popolo d'Italia* 12 septembre 1940 et in *Rivista di Politica Economica*, t. XXX, n.9-10, 1940, p. 625-626; Antonio FOSSATI, «Carattere, oggetto e soggetti del commercio di importazione e di esportazione in regime di autarchia», *Rivista di Politica Economica*, XXX-6, 1940, p. 462-468.
29. V. GAYDA, *Profili…*, *op. cit.*, p. 46.

auraient régulé le commerce et les échanges en Europe. Sur le plan financier, le nouvel ordre économique fasciste ne prévoyait pas l'investissement de capitaux ou la possession de titres industriels et bancaires d'une communauté dans la zone d'une autre. Chaque membre aurait subordonné ses intérêts à ceux de la nation organisatrice qui, en échange, aurait assuré l'approvisionnement, évité les négociations, protégé des fluctuations des marchés extérieurs, de la concurrence, de la surproduction. Aucun texte n'expliquait comment les capitaux italiens auraient substitué les capitaux britannique et français dans les territoires de la communauté économique fasciste ni par quel mécanisme le facteur financier aurait laissé la place au trinôme production, travail, échange[30]. Pour résoudre la question monétaire, les spécialistes proposèrent l'union monétaire entre les membres de la communauté et la création d'une «zone lire» non destinée à faire disparaître les autres valeurs mais à fixer le taux de change. La monnaie de l'État leader aurait été la seule à être échangée sur les marchés extérieurs[31]. Aucun texte ne se penchait sur la question épineuse de la présence massive du commerce et de la finance allemande dans les territoires du prétendu espace vital italien, surtout dans les régions danubienne, balkanique et en France (après 1940). En faisant abstraction de ce problème fondamental et pour autant que l'ordre économique des fascistes ait pu exister, l'équilibre entre communautés impériales, qui en était une *conditio sine qua non* figeait l'économie de manière complètement abstraite et irrationnelle et, d'un point de vue strictement théorique, il aurait exclu toute possibilité à l'espace vital italien de s'étendre au-delà des frontières méditerranéennes.

L'Albanie et l'expérience coloniale comme point de référence pour la construction du nouvel ordre

Après 1940, les expériences coloniales en Afrique, dans le Dodécanèse et en Albanie – la seule conquête européenne du fascisme obtenue sans l'aide décisive des Allemands – vinrent nourrir l'inspiration des fascistes pour la construction politique et administrative de la «communauté impériale» européenne. Plusieurs auteurs d'articles et de monographies sur l'ordre nouveau et sur l'espace vital, mais aussi des fonctionnaires civils et des responsables militaires envoyés dans les territoires conquis après 1940, se référaient au «modèle albanais». Parmi les particularités de ce modèle, il y avait le choix de l'union personnelle, qui permit à Victor Emmanuel III de devenir souverain d'Albanie. Un choix difficilement compré-

30. S. De Cesare, «Il riordinamento economico danubio-balcanico», *Economia Italiana*, XXV, janvier 1941, p. 27-29.
31. Ce principe était partagé tant par le ministre des *Scambi e delle Valute*, Raffaello Riccardi, que par les membres de la revue dont il était directeur, *Economia Fascista* (dans le Comité directeur, on retrouve des figures de premier plan de l'*establishment*, de l'industrie et de l'intelligentsia fasciste, comme Giacomo Acerbo, le gouverneur de la Banca d'Italia Azzolini, Paolo Orano e Giuseppe Volpi di Misurata). R. Riccardi, «Collaborazione Economica Europea», *Economia Fascista*, III-1, 1942, p. 3-11; *idem*, «Rapporti economici italo-tedeschi», IV-3, 1942, p. 3-6; V. Gayda, *La politica italiana nei Balcani: i suoi sviluppi e le sue prospettive*, Rome, Ispi, 1938.

hensible pour un régime dirigé par un dictateur qui voulait se libérer de la monarchie. En l'absence d'études spécifiques sur cette question, on peut supposer que ce choix répondit à une idée contingente du contrôle des protectorats italiens, réalisée en l'absence de plans originaux estampillés fascistes[32]. En 1939, l'Italie décida de ne pas annexer l'Albanie, de ne pas en faire une tête de pont militaire ou un débouché pour l'émigration. Le concept d'indépendance pouvait être utile à des fins de propagande, pour lancer le concept de «communauté impériale» et servit à promouvoir l'idée de «mission civilisatrice» et libératrice du fascisme[33].

En Albanie, contrairement à ce qui advint dans les territoires occupés après 1940, Rome décida la création d'un parti fasciste autochtone dirigé par Mussolini. Ainsi, à Tirana, le fascisme reproduisit le dualisme entre Parti et État qui caractérisa l'Italie fasciste et permit au Duce de jouer, *mutatis mutandis*, un rôle d'arbitre analogue à celui qu'il tenait à Rome. Dans les faits, le pouvoir exécutif appartenait dans sa totalité au Lieutenant du Roi et non au Parti Fasciste Albanais (Pfa)[34]. Le lieutenant du Roi était *de facto* le gouverneur d'une province de l'empire et il avait était choisi car proche et fidèle collaborateur de Mussolini. Le 30 mai 1942, Ciano déclarait devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat: «Il est impossible d'apporter le fascisme dans un pays et de lui nier, dans le même temps, le principe de la nation qui est l'essence même de la doctrine [fasciste]». «Notre action en Albanie prouve aux yeux du monde que dans le nouvel ordre voulu par Rome les nations ne sont pas asservies mais valorisées»[35]. En réalité, il était mensonger d'affirmer que l'Italie n'aurait pas exploité le pays conquis ni contrôlé la culture, ses coutumes ses traditions ou structures juridiques. Rome n'entendait pas respecter le principe des nationalités et laisser la nation albanaise se gouverner. Les intérêts nationaux de l'Albanie seraient complètement subordonnés à ceux de l'Empire. Le statut juridique et politique de l'Albanie, en dépit de la réaffirmation incessante de son indépendance, fut celui d'un protectorat, comme les juristes fascistes l'admirent eux-mêmes, soit une entité subordonnée au gouvernement italien et à son Duce[36]. Comme le révèlent les archives du Ministère des Affaires

32. Force est de constater, au-delà du cas du fascisme, que les plans d'expansion territoriale sont conditionnés par l'évolution des faits. Aussi, la distance entre les solutions politico-institutionnelles transitoires et les projets initiaux ne suffit pas à juger de la consistance des projets eux-mêmes. Napoléon adopta des solutions transitoires quand, après 1800, il remplaça les Républiques sœurs avec des États satellites, des monarchies, pour les uniformiser avec le modèle français «supérieur». Roger DUFRAISSE, Michel KERAUTRET, *La France napoléonienne. Aspects Extérieurs. 1799-1815*, Paris, Seuil-Points, 1999; Annie JOURDAN, *L'Empire de Napoléon*, Paris, Flammarion, 2000; Jean TULARD, *Napoléon. Le pouvoir, la nation, la légende,* Paris, Librairie Générale de France, 1997.

33. M. MORANDI, «La Comunità Imperiale e L'Albania», *Civiltà Fascista*, n° 6, avril 1942, p. 370; Angelo SCOCCHI, «L'Italia e i Balcani nel pensiero di Mazzini», *Geopolitica,* II-11, novembre 1940, p. 487, suiv.; Gaspare AMBROSINI, *L'Albania nella Comunità Imperiale di Roma*, Rome, Istituto Nazionale di Cultura Fascista, 1940.

34. Giorgio CANSACCHI, «La Luogotenenza Generale d'Albania», *JUS rivista di scienze giuridiche, Università cattolica del Sacro Cuore*, II-2, juin 1941, p. 1-53; M. MORANDI, art. cit., p. 370; G. AMBROSINI, *L'Albania…, op. cit.*, p. 59.

35. *Documenti Diplomatici Italiani*, série IX, 1939-1943, vol. 8, doc. n° 573.

36. Guido LUCATELLO, *La Natura giuridica dell'Unione italo-albanese*, Padoue, Cedam, 1943, p. 70.

étrangères et celles de l'État-major de l'Armée italienne, le modèle albanais aurait dû être appliqué aussi aux autres pays des Balkans mais les circonstances mêmes de l'occupation conduisirent le régime à opter pour des solutions différentes de ce modèle. L'idée d'une Europe méditerranéenne et balkanique constituée par des protectorats de Rome était partagée par tout l'*establishment* fasciste. Par exemple, Raffaele Casertano, ambassadeur italien à Zagreb, affirmait être un fervent partisan d'une Croatie organisée sur le modèle albanais dont Rome aurait contrôlé la politique intérieure, les conditions de vie des populations et la politique militaire[37]. L'État-major de l'Armée soutenait une solution « à l'albanaise » pour les territoires slovènes qui seraient en revanche annexés au printemps 1941[38].

En Afrique septentrionale et orientale, l'impérialisme fasciste se distingua par la *direct rule* dans les colonies (qui impliqua l'État et toutes les administrations qui lui étaient liées ainsi que le PNF), par une répression violente et terroriste, par le principe de la colonisation démographique et par la ségrégation raciale à l'égard des autochtones[39]. On peut remarquer une différence intéressante avec les possessions de la mer Égée où l'objectif du régime fasciste fut le développement économique, le renforcement militaire et le rapprochement définitif du Dodécanèse à Rome, c'est-à-dire « la transformation morale des populations assujetties ». Le régime voulut imprimer la marque de sa « civilisation », « sous la férule des institutions politiques et administratives et grâce au trinôme autorité, ordre, justice » et procéder à l'assimilation graduelle des institutions locales à celles de la métropole. L'organisation municipale fut « réformée », des podestats étant nommés et non plus élus par les juntes municipales. Des comités de la Gioventù Italiana del Littorio furent mis en place tandis qu'à l'école on put continuer à enseigner le grec moderne et le turc, avec l'italien. La réforme judicaire soumit les tribunaux confessionnels à l'autorité de l'État ; les normes de la métropole en matière d'État-civil furent étendues aux îles, mesure jugées essentielle « à des fins d'ordre public » et pour les « investigations raciales ». Les réformes juridictionnelles visaient à une « réforme totalitaire » prévoyant l'abolition des communautés en tant que personnes juridiques et la création d'un nouveau statut pour les citoyens de la mer Égée. Toutes les organisations du PNF furent mises en place[40]. L'expérience et le modèle de gouvernement et domination de l'Égée seraient repris en 1941, en ce qui concerne les structures gouvernementales des territoires nouvellement annexés en Dalmatie et dans les Îles ioniennes, en tenant compte des circonstances dérivées du conflit.

37. Archivio Storico Ministero Affari Esteri, Gabinetto Armistizio Pace – Gabap b.36, la Legazione di Zagabria al Ministero degli Affari Esteri, 28 octobre 1942, signé Casertano.
38. Ufficio Storico Stato Maggiore dell'Esercito, Diario Storico 654, Comando della Divisione « Isonzo », ufficio del capo di SM, sezione « I », *relazione 2e quindicina di febbraio 1942*, 28 février 1942.
39. Angelo DEL BOCA, *Gli italiani in AOI*, vol.3, t. 1, Bari, Laterza, 1979-1983.
40. Giorgio ROLETTO, *Rodi. La funzione imperiale nel Mediterraneo Orientale*, Milan, Istituto Fascista dell'Africa Italiana, 1939, Ruggero FANIZZA, *De Vecchi – Bastico – Campioni. Ultimi governatori dell'Egeo*, Forlì, Valbonesi, 1947.

Les habitants de la communauté impériale

Si les fascistes avaient voulu créer un nouvel Empire romain, il eût fallu multiplier les naturalisations, individuellement ou collectivement, moyen dans celui-ci pour intégrer les élites dirigeantes locales et s'assurer de leur fidélité à l'égard du pouvoir impérial. À partir de la deuxième moitié des années 1930, dans l'Italie fasciste, l'élément essentiel pour l'acquisition de la citoyenneté devint la race comme l'attestent l'adoption des lois antisémites la définition juridique de « personne appartenant à la race juive ». Comme l'écrit Michele Sarfatti – cette définition fut d'ordre raciste et non religieux et se fonda essentiellement sur la tendance biologique, avec un apport non négligeable de la tendance ésoterico-traditionaliste (laquelle considérait que même une quantité minime de « sang juif » constituait une limite pour la santé de l'individu et de la société toute entière)[41]. La « question des métis »[42], la législation relative à la « question sexuelle »[43] et les normes sur l'acquisition de la citoyenneté en Afrique Orientale Italienne, où le régime imposa aux autochtones le statut de « sudditanza »[44], sont d'autres preuves de l'orientation raciste du régime. Preuves identifiables également dans la contribution d'intellectuels et d'institutions étatiques telles que la Direction Générale pour la Démographie et la Race laquelle, en septembre 1938, identifiait dans la péninsule plusieurs groupes de « non aryens » : Africains (« nègres » et « arabo-berbères »), Asiatiques (mongoles, arméniens, turcs et autres, yéménites, palestiniens,

41. Michele Sarfatti, « Il razzismo fascista nella sua concretezza : la definizione di « ebreo » e la collocazione di questi nella costruenda gerarchia razziale », in A. Burgio (dir.), *Nel nome della razza. Il razzismo italiano nella storia d'Italia 1870-1945,* Bologne, Il Mulino, 2000, p. 321-332 ; Id., *Gli ebrei nell'Italia fascista. Vicende, identità, persecuzione*, Turin, Einaudi, 2000.
42. Gianluca Gabrielli, « Un aspetto della politica razzista nell'impero : il "problema dei meticci" », *Passato e Presente*, XV, n° 41, 1997, p. 77-105.
43. La loi n.1004 – juin 1939 – prescrit, en tant que crime, « les relations de type conjugal » entre un citoyen italien et les « natifs de l'Afrique italienne », la peine pouvant s'élever jusqu'à 5 ans de prison (art.10). Cette loi modifiait le r.d.l. 880 d'avril 1937 qui se « limitait » à prononcer des peines contre les Italiens qui avaient des relations de nature conjugale avec des sujets de l'Afrique Orientale Italienne. La loi de 1939 persécutait quiconque avait des relations avec des « natifs de l'Afrique italienne », ajoutant aux relations punissables celles de citoyens italiens avec des Libyens. Comme corollaire de ces mesures, il faut mentionner le décret-loi royal (ci-après Rdl, *regio decreto legge*) du 17 novembre 1938 qui interdit le mariage entre des citoyens italiens de race aryenne et des personnes d'autres races (juifs et autochtones africains) et de nationalité étrangère, sauf autorisation préalable du Ministère de l'Intérieur et l'obligation de l'Officier d'État-civil de certifier la race des futurs époux.
44. Le décret-loi du 1er juin 1936 considérait les sujets et résidents de ce territoire, nés de parent sujet ou d'inconnus, d'une femme mariée à un sujet, d'un Africain qui accomplissait ou avait accompli un service militaire ou civil ou qui résidait en territoire italien. Pouvait devenir sujet quiconque résidant en AOI depuis deux ans en avait fait la demande officielle. En Libye, furent considérés comme « présumés citoyens libyens » tous ceux qui y avaient la résidence et qui n'étaient pas citoyens métropolitains (art. 34 Rdl 3 décembre 1934). Après le rattachement des provinces libyennes au territoire du Royaume, (Rdl 9 janvier 1939, n. 70), certains libyens musulmans purent obtenir une citoyenneté italienne particulière qui ne changea pas le statut personnel ni la transmission patrimoniale. Il s'agit d'un geste de propagande voulu par le Gouverneur Balbo en direction du monde arabe et à visée anti-britannique. Toutefois, l'important est que ce décret-loi annulait la possibilité préexistante et limitée pour les citoyens italiens libyens (pour les musulmans et les juifs locaux) d'acquérir la citoyenneté italienne métropolitaine et révoquait le droit de concourir aux charges militaires publiques.

indiens)[45]. Le régime se lança dans un processus de construction d'un État racial, conduit de manière confuse, hétérogène et inachevé avec le déclenchement de la guerre et les revers de l'Axe mais il est clair que dans l'empire fasciste la citoyenneté italienne serait uniquement réservée aux individus de « race italienne » ; les habitants européens des territoires de la « communauté impériale » auraient conservé leur nationalité et un statut définitivement inférieur à celui des civilisateurs tandis que les Africains seraient restés sujets[46]. L'empire fasciste serait multinational et multiethnique, mais entre les nationalités et les ethnies soumises et la « race impériale », s'élèverait une barrière infranchissable. Aucun peuple, même européen, ne serait assimilé à la « race civilisatrice », à l'exception des minorités italiennes qui vivaient en dehors des frontières nationales. Un exemple intéressant concerne le Dodécanèse : la citoyenneté italienne fut concédée à tous les habitants par la loi du 14 juin 1912. Aussi, les insulaires de confession juive subirent-ils les lois antisémites en vigueur dans la métropole à partir de 1938[47]. Toutefois, dans ces territoires il n'y eut pas de loi interdisant « *la fusione tra i singoli* »[48]. Le décret-loi 1379 du 19 octobre 1933 (converti en Loi n.31 le 4 janvier 1934) permit l'acquisition de la citoyenneté *pleno jure* aux citoyens des îles ou, par décret royal, *ipso jure*, avec le service militaire. Les modalités d'attribution de la citoyenneté aux autochtones du Dodécanèse provoquèrent un débat animé entre certains théoriciens fascistes de la race. Un collaborateur de *La Difesa della Razza* suggéra l'assimilation des autochtones à la race « dominatrice » et proposa la perpétuation de la séparation. Finalement, les habitants de l'Égée, à l'exception des juifs, pouvaient devenir italiens mais si le *jus connubii* ne fut pas interdit il fut *de facto* limité par les autorités fascistes.

La communauté des peuples européens, vues par le fascisme et le nazisme : similitudes et différences.

L'empire fasciste, en Europe, en Afrique comme en Asie, serait fondé sur la race. Cet empire raciste aurait établi une hiérarchie entre les peuples conquis, maintenue *ad libitum*. Aucun peuple n'aurait pu se mélanger à la « race civilisatrice », et la prétendue œuvre de civilisation ne permettait pas aux populations

45. Une circulaire de 1939, concernant l'interdiction du mariage mixte, confirma que les Arabes, Chinois, Turcs et Libanais n'étaient pas aryens tandis que les Indiens, Iraniens et Arméniens étaient considérés de « race aryenne » ; les Albanais « chrétiens ou musulmans » étaient aussi considérés comme aryens, tandis que le statut des Égyptiens était à définir au cas par cas. M. SARFATTI, *Il razzismo fascista…*, art. cit., p. 327-328.
46. R. SERTOLI SALIS, *Impero…*, art. cit., p. 330-331 ; Romolo TRITONJ, *Politica Indigena Africana*, Milan, Ispi, 1941, p. 402-424 ; R.A. POZZI, « Il valore razza nel problema coloniale », *Geopolitica*, IV, n° 11, 1942, p. 485-495 et n° 12, pp.538-547.
47. R. SERTOLI SALIS, *Le Isole Italiane dell'Egeo dall'Occupazione alla Sovranità*, Rome, Regio Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, 1939 ; R. ORLANDI, *Le Isole Italiane dell'Egeo (1912-1947)*, Bari, s.d. (après 1990).
48. Lodovico DI CAPORIACCO, « Cittadini e Sudditi nel Dodecanneso », *La Difesa della Razza*, an VI, n.15, 5 juin 1943.

soumises de s'identifier avec la « race des conquérants ». Sur ce plan, nouvel ordre fasciste et nazi étaient apparentés. L'empire nazi devait être créé en Europe et comptait une seule population : les Allemands. Tous ceux qui n'étaient pas reconnus comme tels, d'un point de vue ethnique, étaient exclus, spoliés ou éliminés. La conception nazie de l'empire se fondait sur le droit du peuple allemand à son espace vital et sur le racisme biologique. La notion moderne d'Europe, soit un ensemble équilibré d'États indépendants, serait révolue. Au centre du continent s'imposait la Grande Allemagne, habitée par le *Herrenvolk*, la communauté de sang allemand. Ce n'est pas par hasard si, pendant la Deuxième Guerre mondiale, la germanisation du *Lebensraum* fut confiée aux SS et suivie personnellement par Himmler, nommé par Hitler *Reichskommisar für die Festigung deutschen Volkstum*. Et ce ne fut pas un hasard non plus si la SS constitua un service appelé *Rasse – und Siedlungshaupstampt*, chargé de veiller spécifiquement sur la pureté raciale des colons.

À la périphérie de l'Europe, quelques nations alliées comme l'Italie fasciste auraient subsisté à côté d'une fédération de peuples sujets privés d'indépendance sur le plan militaire, politique ou économique. Les territoires des *Untermensch* devaient être pillés et les sous-hommes chassés et éliminés physiquement. La domination du continent européen aurait permis au Reich d'ériger une barrière infranchissable pour les hordes de barbares de l'Est et de détruire l'Empire britannique avant de se lancer à la conquête du monde. Comme Mussolini qui affectionnait la rhétorique sur la démographie, Hitler voulut conquérir des terres et des colonies pour nourrir le peuple allemand et affronter la surpopulation. Comme Mussolini, Hitler était convaincu que l'histoire était une lutte permanente entre les peuples dont le but était la conquête du *Lebensraum* lequel, une fois acquis, serait conservé à travers l'unité de la race. L'ambition de création d'un empire en Europe fut commune à Hitler et Mussolini ; chacun parlait de communauté des peuples européens mais pour chacun des deux dictateurs ce projet était diamétralement opposé à toute forme d'association, de coopération, de reconnaissance et de respect de l'autre et d'égalité des droits. Dans la vision nazie, l'Europe n'aurait pas « simplement » été soumise à la domination allemande mais elle disparaissait. L'objectif des occupations nazies fut de vider les territoires conquis des populations autochtones et de les coloniser par des éléments de « pure race allemande ». Dans l'histoire des empires en Europe, le projet nazi n'a pas d'équivalent. Plus ambitieux que les fascistes, les nazis ne firent pas mystère de leur projet de domination universelle fondé sur le triptyque selon Norbert Frei : *assainir, exploiter, exterminer*[49].

Trois éléments étroitement liés entre eux, d'un point de vue idéologique, donnèrent l'impulsion à la réalisation de l'Empire nazi : l'expansion à l'Est, c'est-à-dire la conquête de l'espace vital, la destruction du bolchevisme et l'extermination du

49. Norbert Frei, *Lo Stato nazista*, Bari, Laterza, 1992.

judaïsme, avec le triomphe de la race allemande[50]. Expansion, anticommunisme et antisémitisme furent aussi présents dans le fascisme même si ce dernier, quoique important dans l'idéologie et la doctrine raciale italienne, ne fut pas essentiel comme dans le nazisme. En outre, à la différence du fascisme, la conquête et la colonisation nazie concernaient les territoires sans leurs populations. Dans la vision impériale fasciste, il y eut bien des projets de déplacement de population, de transferts ou d'expulsions de masse mais, en Europe du moins, le fascisme aurait voulu créer des protectorats et satellites de Rome, dont les populations n'étaient pas entièrement expulsées ou exterminées pour laisser la place aux colons italiens, sauf dans les territoires destinés à être peuplés seulement d'Italiens. Le fascisme voulait que chaque territoire de la « communauté impériale » soit habité par une seule ethnie. Cela constitua une différence importante entre ces deux régimes apparentés. Il faudrait quand-même souligner que, tout en étant moins radicale, si cette politique avait été mise en œuvre elle aurait complètement bouleversé la carte de l'Europe méditerranéenne.

L'espace vital fasciste peut être imaginé comme un ensemble de trois cercles concentriques : le premier, souvent appelé « *piccolo spazio* », aurait été le noyau propulseur de la race fasciste ; le second aurait compris les territoires de l'Europe méditerranéenne et le troisième les colonies africaines et asiatiques. En ajoutant une troisième dimension, relative à l'organisation sociopolitique et raciale de l'espace vital, les trois cercles deviennent une pyramide aztèque : au sommet, la race dominatrice, les Italiens, au centre les Européens et à la base, les peuples autochtones africains et asiatiques et les juifs, considérés comme une race différente et inférieure, peuple mais non nation, destinés à être relégués à la périphérie de l'Empire. Dans ce cadre idéal, non seulement les juifs italiens disparaissaient du premier cercle, mais les communautés juives d'Europe méditerranéenne ne trouvaient pas de place dans le deuxième cercle, précisément en raison du schéma racial et impérial du fascisme. Le *piccolo spazio*, réservé exclusivement à la « race civilisatrice » interagissait avec le *grande spazio* où les peuples européens pouvaient exister seulement s'ils étaient soumis complètement au dominateur fasciste. Les frontières nationales des satellites et protectorats fascistes seraient redessinées par Rome, les régimes politiques et les économies de chaque entité territoriale subordonnés à la volonté du dominateur. Ni Mussolini, ni ses hiérarques, ni les intellectuels du régime n'imaginèrent l'expulsion des Grecs ou des Albanais de leur territoire pour laisser la place à des colons de « pure race italienne ». Le projet nazi fut bien plus radical que celui fasciste car une grande partie de l'Europe continentale serait devenue, pour utiliser un euphémisme, *piccolo spazio* uniquement allemand. Aucune autre population, à l'exception des peuples nordiques germanisés et de certains autochtones réduits en esclavage,

50. Mark MAZOWER, *Dark Continent. Europe's Twentieth Century*, Londres, Penguin, 1998, p. 141-185 ; *idem*, « Hitler's new order, 1939-1945 », *Diplomacy and Statecraft*, 7-1, mars 1996, p. 29-55 ; Gustavo CORNI, *Il Sogno del Grande Spazio. Le politiche d'occupazione nell'Europe Nazista*, Rome, Laterza, 2005.

n'aurait survécu. Les Européens seraient traités par les fascistes comme les Indiens par les Britanniques. Dans la conception nazie, ils subiraient un sort analogue à celui des populations natives d'Amérique.

Les écrits de géopolitique et d'économie fasciste de la fin des années Trente restèrent silencieux quant à la domination absolue de l'Allemagne, commerciale et financière, dans tout le bassin danubien balkanique. Ils n'en dirent pas davantage sur les modalités de pénétration économique du fascisme et ne résolurent pas la question des moyens indispensables à leur projet de domination. De fait, en l'absence des moyens de pénétration économique adaptés à ses ambitions territoriales démesurées, le fascisme ne pouvait se passer d'une conquête militaire dont il n'était nullement question dans les textes évoqués. Aussi, plus ou moins maladroitement, ces auteurs eurent recours à un escamotage, celui de la répartition de l'Europe en sphères d'influence absolument imaginaires – entre futurs dominateurs de l'Europe. Cette attitude révélait à quel point, dans l'utopie et l'uchronie fascistes, l'ombre de l'allié nazi était encombrante et même écrasante.

Les projets puis la réalité des occupations fascistes en Europe eurent des points communs avec l'impérialisme anglais et français de la deuxième moitié du XIXe siècle[51] et des éléments communs aux projets expansionnistes japonais, par exemple dans l'idée d'une sphère de Co-prosperité impériale[52] ; en outre, il est possible de constater un lien, évident par exemple s'agissant de la répression dans les Balkans – avec les occupations coloniales africaines qui précédèrent la Deuxième guerre mondiale et avec l'occupation de l'Albanie. Les occupations italiennes furent idéologiquement apparentées avec celle des nazis, quoique, au stade de la mise en œuvre, beaucoup moins radicales. L'espace vital ne fut conquis que très partiellement, et de plus dans des circonstances particulières. Il ne fut organisé que très partiellement sur la base de ce qui avait été imaginé. L'évolution du conflit, l'influence directe et indirecte de l'Allemagne dont l'Italie devint subordonnée, la faiblesse, l'impréparation pour affronter des situations imprévues ou s'y adapter, contrecarrèrent les projets de domination impériale fasciste.

Davide RODOGNO
University of St Andrews – School of History
21 Avenue Perdtemps
1260 Nyon, Suisse
daviderodogno@hotmail.com

Traduit de l'italien par Marie-Anne Matard-Bonucci

51. Stuart WOOLF, *Napoleon's Integration of Europe*, Londres, Routeldge, 1991 ; Norman NAIMARK, *The Russians in Germany. A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, Cambridge (Mass.), The Belknap of Harvard University Press, 1996 ; Jean-Francois SOULET, *L'Empire stalinien. L'URSS et les pays de l'Est depuis 1945*, Paris, Librairie Générale Française, 2000.
52. Grant K. GOODMAN (éd.), *Japanese Cultural Policies in Southeast Asie during World War II*, Londres, MacMillan, 1981 ; Ramon H. MYERS et Mark R. PEATTIE (éd.), *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1984 ; Peter DUUS, Ramon MYERS, Mark R. PEATTIE (éd.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1996 ; P. DUUS, « Imperialism without colonies : the vision of a greater East-Asia co-prosperity sphere », *Diplomacy and Statecraft*, 7-1, mars 1996, p. 54-72.

Résumé / *Abstract*

Davide Rodogno

Le nouvel ordre fasciste en Méditerranée 1940-1943 :
présupposés idéologiques, visions et velléités

L'histoire des annexions et des occupations militaires italiennes pendant la Deuxième Guerre mondiale est celle d'un échec considérable du régime fasciste sur le plan militaire, politique, social et économique. Cet échec tragique vit la mort et causa le déplacement et la misère de dizaines de milliers de civils, la dévastation d'entières régions d'Europe méditerranéenne et affecta le destin de milliers de soldats et fonctionnaires civils italiens. Plusieurs zones d'ombre marquent l'échec des ambitions de conquête et de domination du fascisme en Europe ainsi que celle des plans et des ambitions du fascisme concernant l'organisation d'un espace vital. L'article fait le point sur ces projets du fascisme et sur la manière de concevoir la façon dont le régime se projetait dans un futur qu'il imaginait plausible et réalisable.
Mots-clés : Fascisme, Expansionnisme, Occupation Militaire, Deuxième Guerre Mondiale, Europe méditerranéenne ■

The history of Fascism's annexation and military occupation in Europe during the Second World War is that of a monumental failure of the regime from a military, political, social and economic point of view. This failure had tragic consequences as it caused the death of hundred of thousands civilians and the displacement and forced emigration of entire populations; Italian annexations and military occupations brought misery and devastation of vast areas of Mediterranean Europe and determined an equally tragic fate for a conspicuous number of Italian soldiers and civil servants dispatched in these territories. From a historiographical point of view the topic desperately needs further research; this article focuses on the plans and ambitions of conquest and rule the so-called "vital space" put forward by the regime's hierarchs, civil servants, military, intellectuals and economists since the late 1930s and it particularly insists on the way the regime conceived of a future it imagined as plausible and probable.
***Keywords:** Fascism, Expansionism, Military Occupation, Second World War, Mediterranean Europe.*